

Coupes budgétaires, quel avenir pour l'Éducation Populaire ?

Depuis de nombreuses années, l'éducation populaire se mobilise, aux côtés de l'Etat, des collectivités territoriales, pour faire face aux difficultés croissantes liées aux crises économiques, sanitaires, écologiques, sociétales. Plus que jamais, elle tente par tous les moyens de garantir la cohésion sociale, l'égalité des droits, et permettre l'accès de tous à la connaissance, aux pratiques culturelles, sportives...

Les associations de jeunesse et d'éducation populaire **œuvrent au quotidien** sur tous les territoires **pour l'intérêt général** et **pour une société égalitaire, juste, solidaire, écologique et inclusive** où chacun et chacune peut vivre dans la dignité et construire sa place ; une société qui se donne les moyens de ne laisser aucune partie de sa population sur le côté.

« **Imaginez-vous un monde** sans colos, sans foyers de jeunes travailleurs, sans centres sociaux, sans MJC, sans scoutisme, sans chantiers de jeunes bénévoles, sans animateur.trice.s, sans centres de loisirs, sans échanges internationaux, sans auberges de jeunesse, sans éducation à l'environnement, sans éducation aux médias, sans activités artistiques et culturelles, sans pratiques sportives pour toutes et tous, sans conseils d'enfants et de jeunes, sans activités de découvertes scientifiques, sans espaces ni processus de participation des jeunes, ... Personne ne le peut ! » ([Communiqué du CNAJEP « Education Populaire : gare à la casse ! »](#))

Et pourtant aujourd'hui les associations voient leur **existence de plus en plus menacée** par des financements en berne, par le désengagement progressif de politiques publiques structurantes au profit de l'usage de dispositifs d'appels à projet ou à manifestation d'intérêt, qui ne permettent pas de vision à long terme de partenariats et d'actions.

Les récentes **annonces du gouvernement** au sujet de **coupes budgétaires importantes** pour la jeunesse et la vie associative, **près de 130 millions d'euros**, viennent encore plus fragiliser une situation déjà peu soutenable. **Faire des économies aux dépens de l'écologie, l'éducation, la jeunesse, et la vie associative, n'est pas une solution entendable !**

Comme le dit le CNAJEP dans son communiqué du 29 février 2024, il s'agit de « la deuxième plus grosse baisse en proportion ! Comment assumer ce **choix politique**, alors que ce sont **des lieux d'éducation qui vont fermer**, des emplois qui vont disparaître, des bénévoles qui seront démobilisé.e.s, des habitant.e.s qui seront encore plus démunis ? »

Pour ces raisons, **le CRAJEP BFC et les 15 têtes de réseaux** qui le composent (fédérant plus de 3000 structures sur le territoire bourguignon-franc-comtois) se joignent au CNAJEP pour **soutenir la mobilisation #SoutiensLEducPop** lancée par le syndicat **Hexopée** et relayer ce message d'alerte sur les difficultés et le manque de reconnaissance, de soutien, de moyens dont souffre l'éducation populaire.

Le CRAJEP BFC **demande solennellement à l'Etat et aux collectivités locales de la région Bourgogne-Franche-Comté d'enrayer cette chute et de renforcer leur soutien** aux associations de jeunesse et d'éducation populaire qui démontrent au quotidien leur utilité pour faire société, leur capacité à agir, innover et proposer collectivement des réponses à des besoins éducatifs, sociaux, culturels, économiques ou environnementaux.

